Finance Le secrétaire au Trésor, Henry Paulson, a présenté mardi une nouvelle version de son plan de sauvetage

Washington se résout à entrer au capital des banques

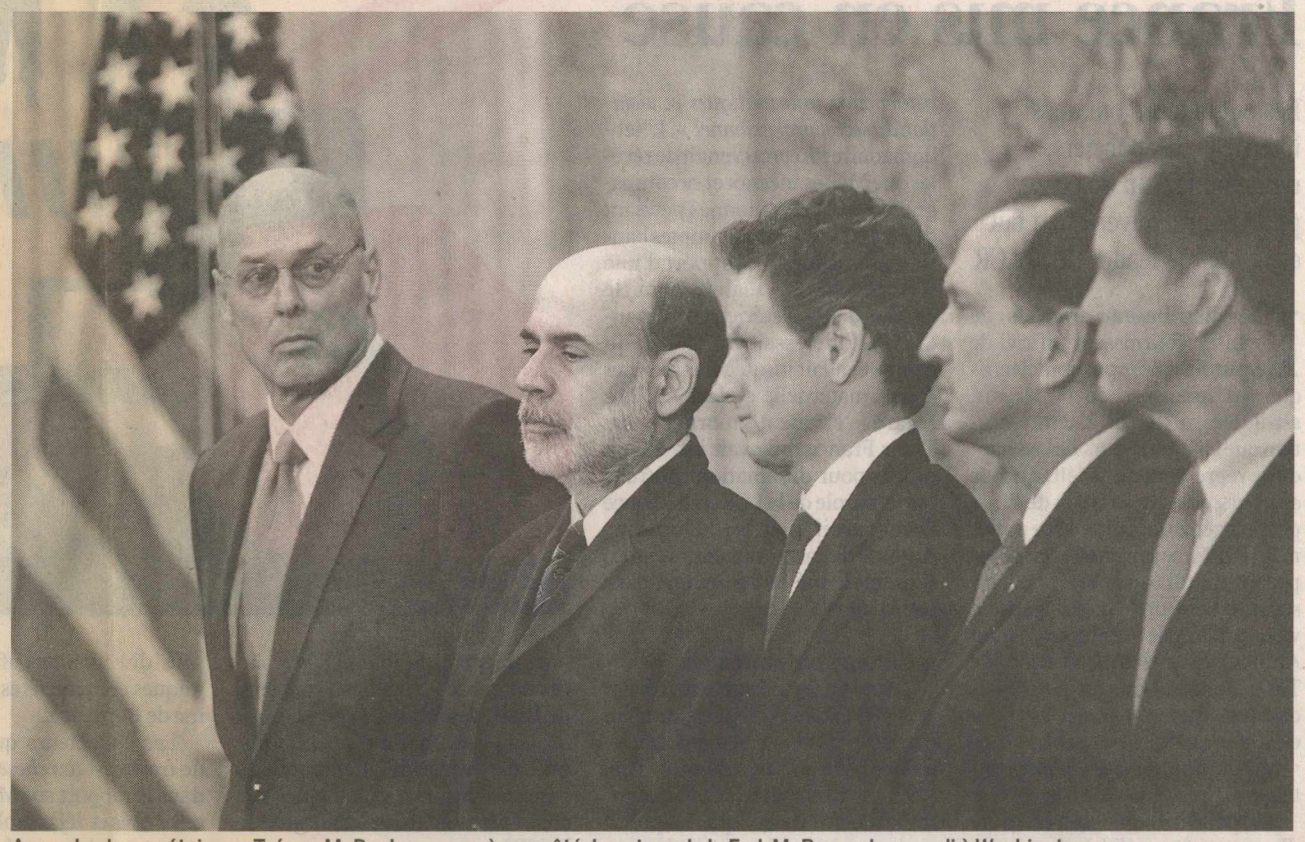
SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Est-ce la fin des Reaganomics ? L'effondrement de l'image de M. Paulson, longtemps perçu comme l'homme de la situation par la plupart des analystes financiers, pourrait en être le signe. Aujourd'hui, il n'est pas d'homme politique plus déconsidéré aux Etats-Unis, M. Bush excepté. Placé sur le devant de la scène, c'est lui qui subit toutes les critiques – démocrates comme républicaines.

En mars, plutôt que de nationaliser la banque d'affaires Bear Stearns, première à s'écrouler, comme le premier ministre britannique, Gordon Brown, l'avait fait pour Northern Rock en Grande-Bretagne, il a préféré un montage préservant l'apparence d'une reprise privée, financée par la Réserve fédérale américaine (Fed) à hauteur de 30 milliards de dollars (22 milliards d'euros). Son repreneur, JPMorgan, se voit aujourd'hui allouer 25 milliards de dollars supplémentaires. Puis il a longtemps résisté avant de nationaliser les deux piliers du crédit immobilier américain en faillite, Fannie Mae et Freddie Mac.

De même a-t-il systématiquement récusé tout plan de sauvetage pour les deux millions de propriétaires immobiliers insolvables que les démocrates appelaient de leurs vœux. Aujourd'hui, le candidat républicain John McCain propose lui aussi un plan public en ce sens. Lorsque, le 17 septembre, l'assureur AIG se voit allouer 85 milliards de dollars par la Fed pour éviter la banqueroute, M. Paulson masque à peine sa réticence. Puis il laisse couler Lehman Brothers, générant la panique dans tous les marchés.

Enfin, une fois son « plan » annoncé pour soulager le secteur bancaire, c'est M. Brown, suivi des Européens, qui lui indique la « bonne » voie. A l'issue du G7 et d'appels multiples, y compris de milieux qui lui sont proches, M. Paulson s'y rallie.



A gauche, le secrétaire au Trésor, M. Paulson, avec à son côté, le patron de la Fed, M. Bernanke, mardi à Washington. HYUNGWON KANG/REUTERS

Un nouveau « New Deal »

Aujourd'hui, une critique résume toutes les autres : si, au lieu de subir, l'Etat américain s'était investi à temps sans hésiter, le coût eût été très inférieur. Mais pourquoi a-t-il repoussé des échéances qui, rétroactivement, apparaissent évidentes ? Pour Joseph Stiglitz, autre Prix Nobel américain d'économie, M. Paulson n'est qu'un banquier : *« Il excelle dans les montages financiers, mais se préoccupe de l'économie réelle comme d'une guigne. »* Et surtout, il est *« un idéologue »*. Nombre d'experts jugent qu'un Félix Rohatyn, un Robert Rubin, pourtant banquiers d'affaires eux aussi, auraient bien mieux compris l'urgence. Mais M. Paulson collait à l'idéologie bushienne : *« Surtout pas l'Etat ! »*

Et maintenant ? Un récent éditorial du *Wall Street Journal* indiquait la voie qu'il prône : ni nationalisations ni remise en cause de la nécessité de marchés puissants. Premier coupable de la crise, pour avoir commis *« tant d'erreurs* (...), *le gouvernement qui a participé à créer cette pagaille doit jouer un rôle pour la nettoyer »* ; mais un rôle *« temporaire »* dont l'objectif-clé doit être de *« reconstruire les marchés financiers »*. Mardi, dans le même journal, le président de la Fed, Ben Bernanke, a abondé : *« Nous ne nous arrêterons pas avant d'être parvenus à réparer et réformer notre système financier et donc d'avoir restauré la prospérité de notre économie. »*

Son de cloche différent chez Charles Schumer, sénateur démocrate de New York, qui a joué un rôle-clé dans l'adoption du plan bancaire. Pour lui, la solution, c'est le rétablissement économique. Les marchés financiers prospéreront de nouveau lorsque l'économie produira plus de richesse, non pas grâce à la spéculation financière. Oui, il s'agit d'une *« solution temporaire »*. Mais pas question que l'Etat avance des fonds sans contrôler les banques concernées.

Venant à la rescousse des banques, l'Etat *« jouera son rôle d'investisseur »* au profit de ses mandants : les contribuables. Il veillera à ce que la totalité des sommes ne serve qu'à rétablir la santé des banques et leur capacité de crédit, pas à acquérir des titres *« exotiques »* ni à rémunérer brokers et cadres dirigeants. Son soutien sera mis à profit pour *« encourager l'investissement privé aux côtés de l'investissement public »*. Le mot n'est pas prononcé, mais on voit de quoi il s'agit : un nouveau « New Deal », nom du plan adopté par Franklin Roosevelt. ■

SYLVAIN CYPEL

Nicolas Sarkozy rencontrera George Bush à Camp David

Le président américain George W. Bush recevra son homologue français Nicolas Sarkozy ainsi que le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, samedi 18 octobre à la résidence présidentielle de Camp David (Maryland, est), a annoncé mardi la Maison Blanche. Les trois hommes vont s'entretenir de la crise financière et de la réunion d'un G8 élargi que M. Sarkozy appelle de ses vœux pour une *« remise à plat du capitalisme financier »*, selon l'Elysée. – *(AFP.)*

Les plus grands établissements de Wall Street ont accepté l'argent public

DEUX cent cinquante milliards de dollars pour permettre l'entrée de l'Etat au capital des banques : telle est la mesure phare de la nouvelle mouture du plan américain de sauvegarde des banques, présenté, mardi 14 octobre, par le président George Bush et son secrétaire au Trésor, Henry Paulson. *« C'est avec regret que nous prenons de telles mesures*, a indiqué, mardi, M. Paulson. *Nous aurions souhaité ne jamais avoir à agir de la sorte, mais nous y sommes contraints afin de restaurer la confiance en notre système financier. »*

Cette enveloppe, dégagée sur la somme de 700 milliards de dollars votée par le Congrès le 3 octobre pour le rachat d'actifs « toxiques », permettra à l'Etat d'entrer au capital des banques, dans la limite de 25 milliards de dollars chacune, par le biais d'actions préférentielles : celles-ci, dépourvues de droit de vote, donneront accès à un taux d'intérêt de 5 % par an lors des cinq premières années, porté à 9 % au-delà. Des taux élevés, qui doivent inciter les entreprises à racheter ou faire racheter, à terme, les parts de l'Etat.

En contrepartie, les banques s'engagent à respecter certaines restrictions dans la rémunération de leurs cadres dirigeants : fin des « parachutes dorés », interdiction de primes *« encourageant des prises de risques excessives »*...

Neuf grandes institutions, parmi les plus prestigieuses de Wall Street, ont déjà donné leur accord et vont se partager la moitié de la somme dégagée, soit 125 milliards de dollars : les géants Citigroup, Wells Fargo, JPMorgan Chase et Bank of America (et par extension Merrill Lynch, que cette dernière va racheter) ; Goldman Sachs ainsi que Morgan Stanley, les deux dernières banques d'affaires américaines indépendantes ; et enfin deux établissements d'une taille un peu plus modeste, Bank of New York et State Street.

Autre disposition de la nouvelle mouture du plan Paulson, également inspirée des mesures adoptées en Europe : l'Agence fédérale de garantie des dépôts (FDIC) va apporter sa garantie pour trois ans aux nouvelles dettes émises par les institutions financières, notamment les prêts interbancaires. Un moyen d'enrayer la crise de liquidités, les banques, méfiantes, rechignant aujourd'hui à se prêter de l'argent entre elles. ■

CLÉMENT LACOMBE

Bonnes Adresses
Reproduction interdite

Tarifs 01/01/08 — Tél: 01 57 28 39 07

1 parution	Professionnels	Particuliers
Forfait 5 lignes	49€ HT	49€ TTC
Forfait 10 lignes	90€ HT	90€ TTC

ANTIQUITÉS

ART IN EUROPE :
évaluation gratuite
d'antiquités, tableaux, livres, bijoux, timbres, lettres
www.france-estimations.com

ACHAT LIVRES ANCIENS & MODERNES
Sur Paris/Languedoc
Librairie Pettit
http://www.livres-revues.com
06.81.13.99.38

MEUBLES

CANAPES STEINER PRIX RARES
PRIX RARES sur toute la collection des CANAPES, CANAPES LITS pour usage QUOTIDIEN STEINER
ESPACE STEINER
37 rue du Commerce Paris 15e, M° Emile Zola ouvert tous les jours (même le dimanche 14h-19h)
Tél. : 01.45.75.29.98

STRESSLESS PRIX D'AUTOMNE
Fauteuil + Pouf consul en cuir Batick (3 coloris) au prix de 990 € au lieu de 1409 € (du 1er au 30/11). Livraison

TOUTES LES GRANDES MARQUES AUX MEILLEURS PRIX

MATELAS - SOMMIERS
TEMPUR - TRECA - EPEDA - SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX - PIRELLI...
Toutes dimensions - Garantie 5 et 10 ans
ET UNE GAMME SPECIALE POUR MAL DE DOS
CANAPÉS - SALONS - CLIC-CLAC
STEINER – DUVIVIER – COULON
DIVA – BOURNAS – CASANOVA...
CONVERTIBLES POUR USAGE QUOTIDIEN
- 50 avenue d'Italie Paris 13ème – M° Place d'Italie
- 148 avenue de Malakoff Paris 16ème – M° Porte Maillot